

Bédié et Kierkegaard : « la reprise-réconciliation »

« Bédié, selon Aminata Ndiaye, lit beaucoup. C'est un passionné de lecture ». Alors, lit-il les grands philosophes ? Si oui, a-t-il jamais lu Kierkegaard ? Cette question vient au jour par elle-même. Car, pour qui a lu et étudié Kierkegaard, il est frappant de voir comment et même combien la stratégie (discours et actions) de Henri Konan Bédié duplique avec habilité la notion kierkegaardienne de « reprise-réconciliation ». Certes, il l'applique dans le champ du politique, tandis que Søren Kierkegaard ne limite sa doctrine et sa technique de *la reprise* qu'aux trois *stades* essentiels de l'Existence, selon lui : *esthétique*, *éthique* et *religieux*, et avec l'idée que la *réconciliation* ne s'accomplit de façon « vraie » que dans le dernier stade. Un autre indice, littéraire cette fois, signale une possible influence de Kierkegaard. En effet, *Les chemins de ma vie* (Plon, 1999), titre de l'ouvrage de Henri Konan Bédié, semble reprendre ou à tout le moins s'inspirer de celui de Søren Kierkegaard, *Stades sur le chemin de la vie* (Robert Laffont, 1993) ou *Étapes sur le chemin de la vie* (Gallimard, 1988).

À la première question, celle d'une possible influence de Kierkegaard, s'ajoute une difficulté d'interprétation : Henri Konan Bédié parle peu et presque toujours de façon laconique. Il est peu disert. Et il est admis qu'il n'est pas aisé à saisir dans l'instant ou à comprendre aussitôt. Qui le premier l'a si justement surnommé « le Sphinx » ? Si celui-là a souligné la nature de l'homme et la difficulté, il a omis de fournir une clé de compréhension. La clé : *pour comprendre le Sphinx, il faut être comme Œdipe, c'est-à-dire boiter du pied gauche*.

Cet article est le premier d'une série de six ou huit que je consacrerai aux hommes et femmes politiques ivoiriens qui, en 2020, par leur caractère, leurs analyses et leurs calculs tiendront un rôle majeur lors des présidentielles ; d'autant que l'enjeu de cette élection est décisif pour toute la sous-région ouest-africaine : car si l'on n'y prend pas garde dès à présent, la « crise ivoirienne » (qui n'a pas encore été résolue) non seulement exposera la Côte d'Ivoire au terrorisme, mais également amplifiera l'instabilité du Mali, du Burkina Faso, du Bénin, du Niger, c'est-à-dire des pays du *Conseil de l'Entente* (mai 1959) et, par un effet d'entraînement, elle plongera la Cedeao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, mai 1975) dans la plus profonde crise de son histoire.

Premier éclaircissement : dussions-nous le répéter, il incombe aux intellectuels africains d'apprendre à interpréter la vie des grands hommes, non pas de façon triviale, comme cela se

fait souvent à l'aide d'insultes faciles que l'on jette comme des pierres légères, ou par des jugements courts et superficiels qui souvent se croient profonds, ou encore par des rallonges chronologiques sans grande signification, mais toujours par des explications qui s'appuient sur des modèles du genre, tels les emblématiques *Vies parallèles* de Plutarque. Un tel effort de la pensée requiert éducation (retenue), rigueur (exigence), connaissance et expérience, qui sont autant de solides remparts contre la complaisance des « jetons verbaux » : papotages intellectuels, injures rapides par des gens moyens jamais essoufflés et paresse mentale de quelques leaders d'opinion. C'est pourquoi, depuis toujours, *penser* est d'abord un acte de volonté et de courage. En son fond, il consiste à faire *front*. Les Grecs ont vu juste. Ils représentent Athéna, déesse de la pensée, tout armée, dès sa naissance. Elle fait *front*. Car, penser est un *affrontement*, avec soi-même, les autres et le monde. Mais un tel affrontement ne doit pas s'abîmer en échanges stériles, banalités ou fanfaronnades. Observons : il n'est pas fortuit que Rodin sculpte *Le penseur* en montrant le poids de son *front* où loge et se focalise tout questionnement. Une main et un coude s'appuient sur un genou qui, par retour de force, supporte tout le poids de la tête. Cette posture esthétique montre, à qui sait et veut voir, comment le penseur doit vaincre le pesant, la pesanteur, par un juste équilibre de la répartition du poids de sa tête. En manière de raillerie, nous pourrions dire qu'il n'est donc pas difficile de reconnaître celui qui ne pense pas. Il ne tient jamais sa tête, parce qu'elle est vide. Une tête est lourde par les idées qui sont les « objets » les plus lourds.

Dans cet article, il n'y a nulle acrimonie, pas de fiel et aucune amertume. Car, pour penser, il faut précisément s'être débarrassé de ces « tares ». Ce qui, au premier chef, nous importe ce sont les fonctions, la place et le rôle des individus dans l'histoire de leur pays et celle du monde. C'est jeune qu'Alexandre a conquis le monde. C'est vieux que Solon a donné les meilleures institutions à son pays. Les aspects secondaires n'offrent pas ici d'intérêt substantiel.

Seuls les « grands hommes » ou les « sages » (qui peuvent être des femmes) savent anticiper et désamorcer les crises. Les *petits* hommes en sont les accélérateurs. Or, sans être « expert », chacun voit se profiler à l'horizon une dégradation du climat politique ivoirien. Cependant, la Communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies (ONU), la France, les États-Unis, l'Union Européenne, l'Union Africaine et les médias si impliqués et si actifs en 2010, et qui à ce titre restent comptables, se tiennent dans l'expectative. Pourtant, tous savent que, en Côte d'Ivoire, comme en 2010, la crise pré-électorale en cours annonce et même se terminera par une crise post-électorale, si rien n'est fait dès maintenant pour en clarifier et sécuriser le processus électoral. La Côte d'Ivoire est au seuil d'une nouvelle altération du temps

démocratique. Il n'est pas besoin d'être grand devin pour savoir que les conséquences peuvent être plus terribles et horribles que celles de 2011 qui sont de triste mémoire.

Qui donc a intérêt à voir la Côte d'Ivoire sombrer, alors même qu'elle ne s'est pas encore remise de l'ébranlement de 2011 ? Les marchés financiers, qui l'usent par la dette et les encours ? La corruption qui, à plein régime, se nourrit d'elle-même ? Les tenants des matières premières agricoles, qui empochent d'exorbitantes plus-values ? Les grandes chancelleries, dont la plupart des experts ne sont pas formés à l'histoire philosophique du monde et qui ne savent voir plus loin que le bout de leur nez ? Une partie de la classe politique ivoirienne, qui reste *compradore* ? Certains hommes politiques français, pas plus d'une trentaine, qui partout en Afrique abîment le nom et l'image de la France ? Quelques pays africains qui croient que toute fragilité de la Côte d'Ivoire se fait à leur profit ?

La principale difficulté est la suivante : en Côte d'Ivoire, le pouvoir en place, celui du président Alassane Ouattara et de son nouveau parti, le RHDP-Unifié, sont pris dans une infernale série de contradictions qui n'augure rien de bon pour eux, s'ils ne veulent pas faire preuve de sagesse politique. En effet, et il faut avoir la lucidité de l'admettre, l'honnêteté politique de le regarder et le courage éthique de le dire, en aucune façon, le RHDP-Unifié ne peut sortir vainqueur des prochaines présidentielles, si ce n'est par la fraude et la force. Et même dans ces deux matières-là, il n'est pas encore certain qu'il parvienne à maintenir son pouvoir d'État. Pourquoi et qui donc encourage le président Alassane Ouattara à imaginer le contraire, c'est-à-dire à créer un schéma de crise et de chaos ? Car il a tout à perdre dans une telle « aventure » : sa réputation personnelle, son bilan économique, etc.

Le président Alassane Ouattara ne peut l'emporter en 2020. Et s'il ne le peut, comment son dauphin, quel qu'il soit, le pourrait-il ? Et à cela, une seule raison : il s'est esseulé politiquement, quand il aurait pu et dû rassembler. Or, en lieu et place, son entourage (premier cercle) l'a insidieusement conduit à s'isoler jour après jour. La raison en est simple : on devient souvent ce que les « conseillers » qu'on choisit décident.

Alassane Ouattara est désormais seul, politiquement s'entend. Et il le sait mieux que quiconque. Un processus le montre assez clairement : le débauchage politique en cours, qui consiste à faire se rallier quelques hommes politiques issus des autres partis, ne change rien à cet état de fait. Car aucun de ces nouveaux adhérents de la 25^{ème} heure ne contrôlent une seule fédération politique des partis qu'ils quittent. Par exemple, en France, lorsque le 17 mars 2017, Jean-Yves Le Drian, ministre en fonction de François Hollande, se rallie à Emmanuel Macron,

il apporte une Fédération socialiste et une partie importante de la région Bretagne dont il est l'un des « patrons » ; de même, Gérard Collomb, « patron » de la métropole lyonnaise et qui, ralliant Emmanuel Macron dès juillet 2016, lui apporte un appui considérable en infléchissant une partie importante de l'électorat de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Ce n'est pas le cas avec les ministres Adjoumani Kobenan, Dibi Koffi, Jeannot Ahoussou-Kouadio. Leurs départs successifs laissent intact le PDCI-RDA. Ils ont adhéré au RHDP-Unifié, mais sans apporter les « masses » et les départements ou régions. Plus étonnant encore, comment le président Alassane Ouattara ne s'aperçoit-il pas que tous ces débauchages, incongrues et sans signification historique, confirment paradoxalement l'état d'isolement du RHDP-Unifié incapable de passer de bons accords d'appareils avec les autres grands partis politiques ? Est-ce l'illustration de *la loi de Claparède* : plus on est quotidiennement proche d'un fait ou d'un objet, moins on le voit ?

Au fond, il y a des défections qui ne changent pas *le cours de l'histoire* ou, pour reprendre le mot de Jean de la Fontaine, « le train du monde ». Un exemple. En 2009, Monsieur F. Z., cadre éminent du RDR nous recevait au *Marriott Courtyard* de Neuilly-sur-Seine. Il voulait nous entendre sur les présidentielles ivoiriennes de 2010 et, durant l'échange, afficha son intention de quitter Alassane Ouattara pour rejoindre Laurent Gbagbo. Nous tentâmes de l'en dissuader à l'aide deux arguments. Le premier était d'ordre moral : on ne quitte pas son camp politique à la veille d'une épreuve électorale. Le second, qui prolonge le premier, était d'ordre pratique : les défections tardives sont souvent le signe de la victoire du camp qu'on abandonne. Car cela ne fait que renforcer la détermination de celui ou de ceux qui se sentent ou se croient « trahis ». Il n'a pas écouté et l'histoire lui a donné tort. Il a tout perdu. Lorsque la Révolution française entra dans sa phase cruciale, destinale, après que quelques officiers militaires aient décidé de passer à l'ennemi, Brissot qui connaissait les ferments qui soutiennent les grands événements historiques s'est écrié : « il nous faut de grandes trahisons ». C'est l'une des conditions de la victoire. Il a fallu un Philippe Pétain, pour que Charles de Gaulle devint ce qu'il était. Les défections au sein du PDCI-RDA renforcent Henri Konan Bédié.

Sur le plan politique, tout se désagrège autour du président Alassane Ouattara. Mais quelques « malins » lui font croire le contraire. Tous ceux qui, proches de lui, l'ont vivement encouragé à pratiquer sans retenue « le rattrapage ethnique » portent une lourde responsabilité dans son isolement. Ce sont eux qui l'ont isolé. Car enfin, si lui, à tort ou à raison, pensait en réalité faire de la « discrimination positive » en faveur des « Nordistes », son entourage l'a conduit à ériger cette pratique en dogme et en politique publique de recrutement des « effectifs budgétaires », et à un niveau si élevé que toute personne honnête ne peut que constater la

profusion des nominations de « Nordistes » aux grandes fonctions publiques. Le « rattrapage ethnique » s'est donc renversé en son propre contraire, il est devenu le *dépassement ethnique* qu'il était censé combattre. Ainsi, en deux mandats, cette pratique « effrénée » a fini par convaincre les autres partis et grands groupes ethniques que c'est le *pays-État* (édifié par F. Houphouët-Boigny) et la Nation (en cours de formation) qui sont en danger immédiat. À cette réalité est venu s'ajouter une autre plus cruelle encore : pour la première fois dans l'histoire de la Côte d'Ivoire, la redistribution des fruits de la croissance, pourtant élevée (8%), est devenue impossible, y compris pour la majorité des « Nordistes » dont une partie significative des jeunes fuient la Côte d'Ivoire par le pénible chemin du Sahara et la mer mortelle de la Méditerranée pour trouver une raison de vivre de façon décente en Europe. Car l'injustice sociale (dégradation du pouvoir d'achat, inflation des prix, expropriations, déguerpissements, habitations dans les cimetières, etc.) a atteint un niveau peu acceptable.

De la période d'indépendance jusqu'au premier choc pétrolier (1960 - 1973) où, de façon fort habile et intelligente, Félix Houphouët-Boigny s'inspirait du programme social français (du Conseil National de la Résistance), la Côte d'Ivoire est passée à un libéralisme sans frein (2010 - 2020) qui ne correspond en rien à ses mœurs et pas du tout à son équilibre social post-colonial. L'État-providence de Félix Houphouët-Boigny (centre gauche) est devenu ultra-libéral (droite). Et, dans ce contexte, la multiplication des *contrats de gré à gré* dans la dévolution des grands marchés publics, semblable à du brocantage entre parties privées, a fini par ruiner la réputation d'impartialité républicaine du président Alassane Ouattara qui n'en est pas le principal responsable. Au vrai, une petite caste, une oligarchie nouvelle, s'est emparée de tout. La déception a gagné à elle une majorité d'Ivoiriens.

Le président Alassane Ouattara est « seul ». Et il le sait mieux que quiconque :

Soro Guillaume, qui a été son « bras armé » (Forces Nouvelles) et a tout sacrifié pour sa victoire en 2010, s'est éloigné plein d'amertume. Il n'y a quasiment aucune chance qu'il se raccorde. Sauf miracle ! Or il tient une grande partie de l'électorat sénoufo du nord et sa notoriété dans le sud du pays n'est pas mince. En outre, il a de solides connexions internationales. Et en cas d'une éventuelle confrontation armée durant la crise pré ou post-électorale à venir, et en raison de son expérience militaire et de gens armés qui le rallieront, il sera un acteur décisif sur un tel terrain. Au reste, Soro Guillaume a conscience que *La charte du Nord* (deux versions) a été vidée de sa substance, et par le « rattrapage ethnique », mais aussi par l'incapacité des chartistes à développer le Nord et par leur amateurisme politique. Le Mandé (Mandingue et Sénoufo) n'est plus unanime, si jamais il l'avait été avant 2010.

Laurent Gbagbo ! Dans *Libre, Pour la justice et la vérité* (Max Milo, Paris, 2018), ouvrage de 303 pages, Alassane Ouattara est cité plus de 378 fois et apparaît comme le principal accusé. Tout appel à le soutenir ou à soutenir son dauphin paraît impossible, incompréhensible voire suicidaire, en tous les cas. D'autant que, de son arrestation le 11 avril 2011 à sa libération conditionnelle le 15 janvier 2019, soit huit (8) ans, et jusqu'à ce jour, Laurent Gbagbo n'a pas reconnu la victoire d'Alassane Ouattara en 2010. Comment appellerait-il à voter pour lui, maintenant qu'il est libre, son blason redoré et son parti en voie de redynamisation ? Innocent de tous les crimes dont il avait été accusé, il tient enfin la possibilité politique et l'acte historique de sa revanche ultime en 2020 sur Alassane Ouattara et... Nicolas Sarkozy. Peut-il prôner l'abstention, en restant neutre ? Redoutable tacticien, sa capacité d'agir est intacte. Même de loin, depuis Bruxelles, il décidera du prochain vainqueur, s'il n'est pas candidat. Si en 2010, Henri Konan Bédié pouvait faire jouer « le paradoxe de Condorcet », en 2020, c'est lui qui en tiendra la recette. Il a la clé des prochaines élections présidentielles. Et si jamais la crise post-électorale devenait la seconde guerre d'Abidjan, il est certain que les plus combattifs de ses ex-Fds ne resteraient pas neutres.

Henri Konan Bédié ! En 1999, lors du coup d'État qui le renversa, il s'était retrouvé seul. Vingt ans plus tard, ce n'est plus le cas. Il est même devenu la locomotive flamboyante et tonitruante de l'opposition ivoirienne, à la surprise de tous ceux qui ne le connaissaient pas, comme le dit Aminata Ndiaye qui sait si bien décrire le caractère et la stratégie de l'homme.

Dans ce contexte, quelles sont les deux principales idées politiques du *Sphinx* ? En premier lieu, *repandre* le pouvoir d'État en 2020, qu'il conçoit désormais comme un « moyen » et non plus une *fin*. En second lieu, *réconcilier* les Ivoiriens, qu'il définit à présent comme un « but ». Tout le reste de sa pratique actuelle est subordonné à ses deux idées.

Mais depuis quand les a-t-il forgés ? La première idée, *la reprise* (politique) du pouvoir d'État, remonte à 2005, date de la création du RHDP. Il était alors convaincu que la prochaine élection présidentielle placerait son parti, le PDCI-RDA, en première position au premier tour du scrutin présidentiel ou, dans la plus invraisemblable hypothèse, en deuxième position. Le scrutin de 2010 donnera un autre résultat que son entourage conteste depuis, en dénonçant un tripatouillage électoral qui lui a retiré 600.000 voix. Certes, il l'acceptera du bout des lèvres cette « réalité ». Cependant, il remaniera de fond en comble sa stratégie de *la reprise* du pouvoir d'État. Désormais, il optera pour une *stratégie de la patience* fondée sur le *temps long* et la quête obstinée de la *paix civile* ; stratégie dont l'idée directrice se formule ainsi : faire gagner Alassane Ouattara en 2015 et lui laisser effectuer un second mandat (2015 - 2020) au terme

duquel non seulement ne pouvant pas se représenter pour un troisième mandat il conduirait son parti politique, le RDR, à soutenir le candidat PDCI-RDA, dans le cadre du RHDP. C'est le calcul tactique et politique de l'*Appel de Daoukro* (septembre 2014) qui, restée incompréhensible pour nombre de ses proches et de sa base militante, soulèvera tant de contestations internes et lui vaudra nombre de critiques, dont l'une des mieux élaborées sera celle de Tiburce Koffi. Mais *le Sphinx*, roi de l'énigme et prince de la patience, savait en son for intérieur qu'il s'agissait d'une "ruse tactique" que les auteurs et les tenants de *la Charte du Nord* ne respecteraient pas, en raison même des principes idéologiques de cette charte. Aussi les y a-t-il enfermés. C'était un "piège tendu", comme seul Machiavel savait l'inspirer à un Prince, et dans lequel les chartistes du Nord, boitant du pied droit, sont tombés un peu trop facilement. *Le Sphinx* peut donc à présent laisser la trappe se refermer sur eux. Il y a, dans cette stratégie que lui seul a conçu, et du François Mitterrand et du Félix Houphouët-Boigny. *L'Appel de Daoukro*, c'est l'antithèse radicale de *La Charte du Nord*. Ainsi, l'actuelle vivacité et la surdétermination politique de Henri Konan Bédié ne viennent pas de ce que Alassane Ouattara n'aurait pas respecté sa parole donnée en présence d'un « témoin » (qui en confirme la véracité), mais plutôt du fait même que le « piège » politique de *L'Appel de Daoukro* fonctionne bien. Le chasseur tient sa proie et s'en délecte.

La création rapide, accélérée, haletante, tous azimuts, précipitée et quelque peu désordonnée du RHDP-Unifié est la réponse du RDR au PDCI-RDA, ou elle est plus exactement la réaction acharnée d'Alassane Ouattara pour sortir du piège savant de *L'Appel de Daoukro*. Dans ce schéma, Henri Konan Bédié est *Prométhée*, dont le nom signifie « celui qui pense avant », et Alassane Ouattara est *Épiméthée*, c'est-à-dire « celui qui pense après coup ». Prométhée et Épiméthée, deux frères qui ne pensent pas le temps de la même manière. L'expérience politique fait ici la différence. Mais le côté positif et la force historique de *L'Appel de Daoukro*, qui sont maintenant évidents, est d'être tout à la fois la voie la plus pacifique, la plus démocratique, la moins couteuse (sur les plans humain et institutionnels et la plus habile politiquement pour vider de toute sa substance *la Charte du Nord*. C'est donc son grand mérite d'avoir ainsi rendu réelle, pour la première fois, la possibilité de construire la Côte d'Ivoire comme Nation : le *naître-ensemble* de tous les Ivoiriens : Mandé, Krou, Akan et autres.

Toute *l'énergie tranquille* qui habite Henri Konan Bédié est à la fois la cause et la conséquence de ce qu'il a réussi à créer toutes les conditions politiques pour réaliser, enfin, le grand dessein du Rassemblement Démocratique Africain, dont le PDCI est une « section », et tel que ce dessein est proclamé dans *L'Abidjanaise*. Mais, que l'on ne s'y trompe guère, dans

aucun pays au monde, il n'y a d'*unité nationale*, de Nation, sans *identité*, quand bien même celle-ci se veut universelle ou panafricaine. S'agissant de la France, Fernand Braudel, l'un des plus grands historiens, ne dit pas autre chose dans *L'identité de la France* (Flammarion, 1990). Henri Konan Bédié l'a compris et la fermeté qu'il réclame, dans cette matière, ne doit pas être galvaudée. La signification profonde de son dernier propos est que la Côte d'Ivoire comme *pays-État* (PDCI) doit à présent devenir un *État-nation* (RDA) à part entière.

La seconde grande idée de Henri Konan Bédié, celle qui prolonge la pétition de principes de *L'Abidjanaise*, à savoir la *réconciliation*, remonte aux années 2014, lorsqu'il prendra clairement conscience de ce que le président Alassane Ouattara n'y voit aucun intérêt réel et immédiat. La *réconciliation*, telle que la prémédite Henri Konan Bédié, est singulière. Elle est le prolongement concret, d'une part, des paroles de *L'Abidjanaise* (Hymne national) qui sanctifient le dessein panafricain du RDA, et, d'autre part, de la doctrine sociale de *la Paix civile* de Félix Houphouët-Boigny, qui est l'idéologie du PDCI.

Mais quel rapport y a-t-il entre ses deux grandes idées ? On peut à cet égard dire que, jusqu'en 2014, chez Henri Konan Bédié, *la paix-réconciliation* des Ivoiriens précédait (reculait) *la reprise* du pouvoir d'État. Une inversion calendaire se produit alors : avec la désagrégation (divisions internes) du RDR, les grandes fissures de la base électorale du RDR jusque-là homogène, avec l'incapacité de la Procureure de la CPI à apporter des preuves confondantes contre Laurent Gbagbo, avec la mise en oeuvre de la *Charte du Nord*, avec le manquement à la parole donnée pour l'alternance en 2020, avec l'accentuation de la crise sociale, avec l'aggravation des tensions ethniques sur fond de conflits fonciers, avec tous ces faits disons-nous, *la reprise* du pouvoir d'État est devenue la condition première, nécessaire et même suffisante de *la réconciliation*. Dialectique des faits, il s'est produit un renversement des contraires dans le rapport causal entre *la réconciliation* et *la reprise* : le « moyen » devient alors le « but », et inversement. En effet, jusqu'en 2005, *la réconciliation*, pensée comme le « moyen » même de *la reprise* du pouvoir d'État, devient, en 2014, le « but » ultime de *la reprise* du pouvoir d'État. Cette inversion situe Henri Konan Bédié et Alassane Ouattara aux antipodes.

On ne comprend rien au récent projet de Plateforme proposé par Henri Konan Bédié si jamais on le réduisait à un outil contre Alassane Ouattara et/ou le RDR. On le comprend encore moins, si l'on oublie ses deux grandes idées, *la reprise* du pouvoir d'État comme « moyen » et *la réconciliation* comme « but ». C'est pourquoi, insiste-il, et il faut le croire, ce projet n'a rien de programmatique ou d'un quelconque accord de gouvernement. C'est un organe de

concertation qui vise à deux objectifs principaux : d'une part, aménager et sécuriser l'alternance pacifique de 2020, et, d'autre part, garantir et assurer la *paix civile*, quand on sait les grands risques de dérapage et de violence que pourront être les élections présidentielles à venir.

Mais, au juste, qu'est-ce que *la reprise* dont nous parlons à propos de Henri Konan Bédié ? C'est la catégorie essentielle de Kierkegaard, dont le livre majeur est *La Reprise*.

Second éclaircissement : *la reprise* consiste à reprendre, *re-prendre*, prendre-à-nouveau, à savoir autrement et de manière nouvelle un problème déjà rencontré. C'est donc prendre une question, un problème « d'une nouvelle façon » ; ou « sur de nouvelles bases », ou encore « pour la seconde fois mais de façon complètement différente ». Ainsi, signale Kierkegaard, il y a *reprise* « quand ce qui est refait ne l'est pas exactement de la même manière », et de telle sorte que c'est une reprise telle que la nouvelle a une signification absolue par rapport à ce qui précède : elle est qualitativement différente » (Kierkegaard, *Op. Cit.*, p. 238).

Henri Konan Bédié entend *re-prendre* le pouvoir d'État, c'est-à-dire qu'il veut certes le faire, mais d'une manière nouvelle. C'est "le même [pouvoir, mais pris] d'une façon nouvelle". En français correct, nous dirions, il ne veut pas « de nouveau » prendre le pouvoir, mais plutôt « à nouveau ». Pour bien entendre ce qui est dit ici, il ne faut pas confondre ces deux locutions, « de nouveau » et « à nouveau ». Qui les amalgame ne saisira pas que, fondamentalement, dans l'acte de *la reprise*, il ne s'agit pas à proprement parler (de) *répétition*, mais plutôt de « re-création ». Par suite, et en son fond même, la « reprise » diffère radicalement de la « répétition ». La *répétition*, elle, refait ou reproduit le même, et... de la même manière. Répéter porte donc en lui le risque du répétitif, celle de la monotonie du même qui revient sans modification. À cet égard, Kierkegaard use d'une expression adéquate : « le même dans le même ». Et c'est ce qu'il écarte, en optant pour *la reprise* qui est donc l'acte d'*aller de l'avant* « à nouveau ». Henri Konan Bédié ne fait pas autrement que Kierkegaard. Cette technique philosophique est si étrange venant de la part d'un homme politique africain que toute personne qui ne connaît pas Kierkegaard ne peut pas la percevoir. Par exemple, le discours de Henri Konan Bédié du 5 juin dernier relatif à *l'orpaillage clandestin opéré par des étrangers armés* a été perçu et présenté comme une *répétition* de « l'Ivoirité », alors qu'il ne s'y apparente guère. C'est un aspect de *la reprise* du pouvoir d'État.

La reprise, avertit Kierkegaard, n'est pas qu'un simple « fait de conscience ». Elle est d'abord et surtout une « seconde puissance de la conscience » (Kierkegaard, *Op. Cit.*, p. 17). Celui qui, comme Henri Konan Bédié, pratique *la reprise* a une conscience redoublée.

C'est pourquoi Henri Konan Bédié, qui semble renaître, pourrait *re-prendre* à son compte les mots célèbres de Kierkegaard : « Je suis **de nouveau** moi-même. Ce « moi » qu'un autre ne voulut pas relever sur la grand-route, je le possède **à nouveau**. La discorde qui était dans mon essence a cessé ; je me réunis **de nouveau**. Les angoisses de la sympathie, qui trouveraient soutien et nourriture dans ma fierté, ne s'introduiront plus pour diviser et séparer [...]»

Je suis **de nouveau** moi-même ; le mécanisme est mis en mouvement. Mis en pièces, les filets où j'étais empêtré ; rompus, les sortilèges qui m'avaient envoûté pour m'empêcher de revenir à moi-même [...]

J'appartiens à l'idée. Quand elle me fait signe de la main, je la suis ; quand elle me donne rendez-vous, j'attends des jours et des nuits, personne ne m'appelle au déjeuner, personne ne m'attend au repas du soir. **Quand l'idée appelle, j'abandonne tout**, ou plutôt, je n'ai rien à abandonner » (Kierkegaard, *Op. Cit.*, pp. 164 - 165).

Bref, à l'instar de Job et selon la formule de Kierkegaard, on peut dire de Henri Konan Bédié qu'il a gagné « au double » ce qu'il avait perdu (Kierkegaard, *Op. Cit.*, p. 238).

Dr Pierre Franklin Tavares